

Communistes

www.PCF.fr

Souscription, appel aux vétérans

(p. 7)

Budget 2026 : affronter le capital !

(p. 3)

FABIEN ROUSSEL

9 NOVEMBRE 2025



.3



Vidéo

Mensonge

Les entreprises du CAC 40 se portent bien, merci. Au troisième trimestre 2025, si l'on en croit les chiffres publiés ces jours-ci, les banques notamment ont vu leurs profits galoper : + 6,1 % pour BNP Paribas ; + 11,4 % pour Crédit Agricole ; + 11,3 % pour Société Générale. Ces chiffres apportent un démenti à un double mensonge. La droite rabâche l'idée que dans le cadre du budget les efforts financiers demandés aux entreprises les étoufferaient, les étrangleraient, les tueraient. Or, écrit Le Figaro (10 novembre, p. 24), « les multinationales françaises sont peu impactées par les turbulences politiques ». On dit aussi que ces firmes feraient leur blé surtout à l'étranger. Or, dicit Carmignac, un gestionnaire d'actifs : « Les groupes qui réalisent l'essentiel de leur activité en France enregistrent de meilleures performances que les exportateurs. »

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

COP 30

Ouverture sous haute tension...



14 novembre, à partir de 18 h : Débat « la Sécurité sociale : sa création, son histoire et sa situation actuelle », avec Norbert Boulanger, secrétaire d'Espace Marx60, Nayé Guerin-Sidibe, secrétaire générale de l'UD CGT Oise, et Thierry Aury, secrétaire du PCF de l'Oise. Bourse du travail, salle n° 5, Creil (60)

15 novembre, à partir de 10 h : Débat organisé par la section Arize-Lèze avec Igor Zamichiei, dirigeant national du PCF : « Injustice sociale, déni de démocratie, menace de l'extrême droite... La solution ? Une politique de gauche !! ». Les partis de gauche sont invités. Le débat sera suivi d'un apéritif et d'un repas fraternel. Salle du Langoust, Sabarat (09)

15 et 16 novembre : Fête de l'Humanité Normandie. Les militantes et militants du journal vous donnent rendez-vous pour deux jours de fêtes, de politique, de débats, d'expo et de concerts, avec Asian Dub Foundation, Marcel et son Orchestre, The Congos, Radix, Soul Trip et bien d'autres encore. Bon de soutien militant à 20 € auprès des communistes des fédérations de Normandie. Parc des expositions, Rouen (76)

16 novembre, à partir de 9 h : Assemblée des femmes, PCF Isère, « Femmes et communistes, nos vies, nos combats : quels enjeux, quelles luttes, quelle organisation ? ». Inscription des adhérentes auprès des sections. Contact@pcf-isere.fr. 38 rue Émile Gueymard, Grenoble (38)

23 novembre, à partir de 13 h 30 : Meeting de Fabien Roussel. Inscriptions : https://www.pcf.fr/meeting_fabien_roussel_marseille Parc Chanot, Palais de la Méditerranée, Marseille (13)

28 novembre, à partir de 18 h 30 : Rencontre pour de nouveaux états généraux de la culture. Le Petit Fauchoux, Tours (37)

29 novembre, à partir de 9 h : Assemblée générale de l'Amicale des vétérans des Yvelines : débat sur « La Palestine et le Moyen-Orient », avec Leïla Moussavian-Huppe, membre de la Commission internationale du PCF. Espace 1901, rue Maurice Ravel, Trappes (78)

29 et 30 novembre : Le marché de Noël solidaire girondin accueillera le public le samedi 29 de 10 h à 18h30 et le dimanche de 10 h à 16h30. Salle Jean Lurçat, Bègles (33)

29 et 30 novembre : Fête de l'Humanité Bretagne : concerts, débats, expositions, librairie, cinéma, restauration... Site Internet: www.fete-huma-bretagne.fr Contact : fete.humabzh@orange.fr Billetterie : <https://www.helloasso.com/associations/fete-de-l-humanite-bretagne/evenements/fete-de-l-huma-bretagne-1> Parc des Expositions, Lorient (56)

29 et 30 novembre : La section du Paris organise sa 37^e Fête du Livre. Entrée gratuite de 10 h à 19 h. Tous genres (BD, romans, beaux livres...). Samedi 29, Côme Simien et Nicolas Jaillet dédicaceront leurs ouvrages de 15 h à 18h30. Samedi à 20h30, débat « Les Jacobins, du mythe à l'histoire ». Dimanche 30 : Geneviève Buono et Anthony

Claye-Mansart dédicaceront leurs livres de 15 h à 18h30. 3 rue de Nancy, Cormeilles-en-Parisis (95)

1^{er} décembre, à partir de 20 h 30 : La section de Strasbourg organise un ciné-débat du film La Sociale de Gilles Perret. La projection sera suivie d'un débat en présence de Léo Rossel, agrégé d'histoire, spécialiste de la Sécurité Sociale et d'Ambroise Croizat. Cinéma Strar, Strasbourg (67)

6 décembre, à partir de 20 h 30 : Ferrat en hiver - Alain Hiver chante Jean Ferrat. Parce que « la chanson fabrique de l'humanité ». Entrée : 15 € / Gratuit pour les moins de 16 ans. Réservations : 06.86.89.67.94 ou 06.98.35.82.66. Un hommage vibrant à la poésie, à la fraternité et à la résistance, organisé par Résister au Présent, avec le soutien du PCF et de Com'Partage. Salle J.J. Coupon, Buis-les-Baronnies (26)

6 & 7 décembre : Assemblée des femmes du PCF, au siège national. Ouvert à toutes les camarades, inscription en ligne : <https://questionnaires.pcf.fr/index.php/566242?lang=fr>. Paris (75019)

9 décembre, à partir de 18 h 30 : La Sécurité sociale : un projet politique global, un projet de société et de civilisation révolutionnaire plus que jamais d'actualité avec Cathy Apourceau-Poly (sénatrice), Denis Gravouil (du bureau confédéral de la CGT), Francis Ballay (Alternatives Mutualistes). Salle Labourbe, Vénissieux (69)

19 décembre, à partir de 18 h : L'Huma-café® de Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Lieu Unique, Nantes (44)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

14 novembre, à partir de 18 h : Classes populaires et syndicalisme : quelles reconfigurations ? Inscription : <https://shs.cairn.info/rencontre-classes-populaires-syndicalisme?lang=fr>

17 novembre, à partir de 18 h : Ire séance du Séminaire sur l'histoire de Regards : 1928-2028, un magazine bientôt centenaire ! Au musée de l'Histoire vivante. Inscription : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSfDDh7BPPyI3mZ_4FCqPfqgdSXHD9WQ7D76KkDsHIYF6WLcw/view-form

28 & 29 novembre : 10^e Rencontres d'histoire critique de Gennevilliers : Médias. Faire vivre la liberté. Droit inaliénable de l'humanité. Espace des Grésillons, 28 avenue Paul-Vaillant-Couturier, 92230 Gennevilliers. Tables rondes / Projection débat / Cinéma / Restauration
Inscription : <https://gabrielperi.fr/initiatives/medias-faire-vivre-la-liberte/>

Budget 2026 : affronter le capital !

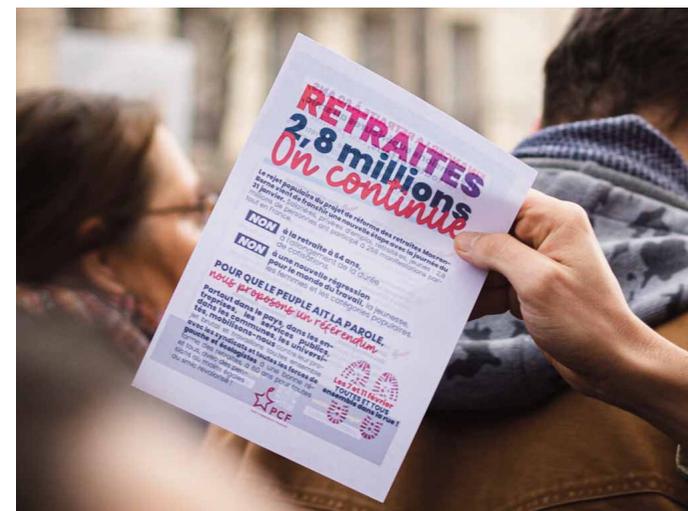
Depuis plusieurs semaines, le débat budgétaire marque une intensification de l'affrontement de classe dans le pays. Dès le départ, la copie gouvernementale affichait clairement la couleur : poursuivre les cadeaux au capital, faire payer le monde du travail, nourrir le bellicisme par l'augmentation des dépenses d'armement.

Tout au long de ces premières semaines de débat, des points clés du budget de l'État et du budget de la Sécurité sociale ont été l'objet d'un débat vif, de la taxe Zucman - pourtant modeste - qui a mobilisé tout le CAC 40 contre elle et provoqué des divisions au sein même du patronat qui n'aura pu finalement tenir meeting commun jusqu'au débat à l'Assemblée ce jour sur le décalage de la réforme des retraites.

Dans une bataille budgétaire peu lisible pour nos concitoyens et concitoyennes, les communistes ont un rôle déterminant à jouer pour faire la clarté : sur le projet de classe du pouvoir, de la droite, leur action au service du capital ; sur l'imposture sociale de l'extrême droite unie au pouvoir, à la droite, par les liens sacrés du marché ; sur l'exigence de répondre aux urgences et d'un réel changement de politique par un pacte pour l'avenir de la France portant des objectifs ambitieux contre la vie chère, pour l'emploi, les salaires, les retraites, l'industrie, les services publics, la transition écolo-

gique dans la justice sociale, la paix ; et sur une double illusion, celle qu'une démission du Président de la République ou une dissolution résoudrait automatiquement le problème du pays ou celle de la possibilité d'un accord budgétaire en chambre répondant réellement aux exigences populaires.

Concernant la « suspension » de la réforme des retraites débattue ce jour à l'Assemblée, celle-ci n'est malheureusement qu'un décalage de la réforme qui est de surcroît entérinée dans la lettre rectificative, permettant certes aux générations concernées de partir trois mois plus tôt, mais que le pouvoir veut leur faire payer par le gel ou la sous-indexation des retraites dès l'année prochaine. C'est la raison pour laquelle nos parlementaires se sont opposés à la mesure et continuent de porter l'abrogation de la réforme. Cette position n'implique néanmoins en rien de vouer aux gémonies le PS et les Écologistes qui ont quant à eux voté pour, car ce serait contribuer à faire croire que le débouché du formidable mouvement



social de 2023 se jouait uniquement sur ce vote alors que la bataille doit se poursuivre avec le plus grand nombre pour l'abrogation. Les communistes portent une stratégie claire : tout faire pour arracher de réelles victoires au Parlement et faire grandir un projet de société en rupture avec les impasses capitalistes, qu'elles soient néolibérales ou nationalistes, en faisant appel à l'intervention de la classe travailleuse.

- ACTUALITÉ

C'est tout le sens du meeting national que nous tiendrons à Marseille avec Fabien Roussel, dimanche 23 novembre prochain, qui appelle une participation la plus large possible.

C'est tout le sens aussi de l'action de nos parlementaires, pleinement mobilisés dans la bataille budgétaire avec des propositions concrètes, telles la baisse de la TVA à 5,5 % sur l'électricité et la définition de critères aux 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, propositions qu'ils portent dans le « *tour de France du changement pour un budget populaire* ».

C'est tout le sens encore des milliers d'actions de nous tous et toutes partout dans le pays, que nous devons amplifier aux portes des entreprises, au porte-à-porte dans nos quartiers, dans tous les lieux de travail et de vie, pour faire massivement signer la pétition sur cet enjeu et débattre de nos propositions avec nos concitoyennes et concitoyens.

C'est tout le sens enfin de l'importance de travailler à la mobilisation la plus large possible pour la journée de grèves et de manifestations du 2 décembre prochain à l'appel de la CGT, de la FSU et de Solidaires, et pour les manifestations de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien qui la précédera le 29 novembre prochain.

Alors que les choix budgétaires auront un



impact important sur nos communes, en menant toutes ces actions ce sont également les élections municipales que nous préparons activement pour faire grandir le rapport de force pour des politiques publiques locales qui disposent des moyens nécessaires à la réponse aux besoins des habitants et des habitantes.

Ensemble, partout dans le pays, amplifions nos actions pour créer le rapport de force nécessaire à la résistance et à construction de l'alternative en France et dans le monde, pour prendre le parti du travail contre le capital, de la paix contre les bellicismes. ✪

Igor Zamichiei



Boulazac-Isle-Manoire

70 ans de gestion communiste au service du peuple et du territoire

Boulazac-Isle-Manoire est la 3e ville de la Dordogne avec ses 11 000 habitantes et habitants. Depuis 1953, trois maires communistes se sont succédé, portant chacun à sa manière une vision commune du développement local qui refuse de choisir entre le social, l'économique et l'écologique : Lucien Dutard, instituteur et ancien résistant, qui posa les bases d'une commune populaire et fraternelle, fidèle aux idéaux de la Libération ; Jacques Auzou, de 1988 à 2024, qui fit de Boulazac un territoire dynamique, créateur d'emplois et d'équipements publics, sans jamais renoncer à la maîtrise publique et à la proximité humaine ; et moi-même, élue en octobre 2024, fière de poursuivre cette histoire collective, convaincue que le communisme municipal reste d'une brûlante actualité. Notre ligne est claire : personne ne doit être laissé de côté. Le rôle d'une commune est d'offrir à chacun les conditions d'une vie digne, d'un travail, d'un accès à l'éducation, la culture, au sport, à un environnement sain et épanouissant. Cette orientation s'est traduite par une politique d'investissements structurants et de services publics de proximité, toujours menée dans le respect d'une gestion financière rigoureuse et maîtrisée.

La culture est une force d'émancipation. Notre centre culturel, Pôle national cirque, doté d'un ensemble d'équipements dédiés aux arts du cirque, notre

médiathèque qui s'étend sur 1 200m², sont autant de lieux de création, de réflexion, de partage et d'accès à une culture populaire et exigeante. Dans le même esprit, une musicienne municipale diplômée accompagne la pratique musicale des enfants pour qu'elle ne soit pas réservée aux plus favorisés, et un Pass'culture local, accessible dès six ans, permet à chaque enfant et adolescent d'ouvrir ses horizons culturels, indépendamment des revenus familiaux.

Levier d'égalité et de bien-être, le sport participe de la même philosophie. Notre école municipale des sports, nos éducateurs diplômés, nos équipements accessibles — au-delà des traditionnels gymnases, terrains de foot ou de tennis, de la salle d'armes, au double-dojo ou aux terrains d'activités physiques en pratique libre — traduisent cette volonté d'offrir à tous la possibilité de pratiquer, d'apprendre, de se dépasser. Grâce au Ticket-sport municipal, aucun enfant n'est privé d'activité pour des raisons financières.

C'est dans cet esprit que nous avons aussi reconstruit et modernisé 3 de nos écoles sur le dernier mandat, chacune dotée d'équipements sportifs et culturels intégrés, affirmant ainsi que l'éducation, la culture et le sport sont les trois piliers de la citoyenneté.

Pour lutter contre le phénomène de mort sociale



des aînés, deux agents municipaux assurent quotidiennement le lien avec celles et ceux qui sont les plus isolés. Et cette année, notre politique sociale s'est encore élargie avec la création d'une mutuelle municipale qui permet à chacun, notamment aux retraités, d'accéder à une couverture santé de qualité, sans renoncer à d'autres besoins essentiels.

Enfin, notre action s'enracine dans une démarche écologique concrète et populaire : verdir l'espace public, protéger les bois et les zones naturelles, construire des bâtiments à partir de matériaux sains et sobres en énergie. Ce sont autant d'actes pour le bien-être collectif, pour un territoire vivable et durable.

Depuis 70 ans, face au libéralisme qui fragilise le lien social et alimente la peur et le rejet, nous restons fidèles à cet objectif exigeant : faire de la commune un lieu d'émancipation, de justice sociale et de progrès partagé. 🌱

Fanny Castaignede

maire de Boulazac-Isle-Manoire
conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine

Agents et usagers, ensemble contre la galère

Jeudi et vendredi derniers, les militants communistes se sont déployés dans toute la région Île-de-France. 130 points de distribution d'un tract "Stop galère !" contre la nouvelle hausse des tarifs dans les transports et leur privatisation se sont tenus.

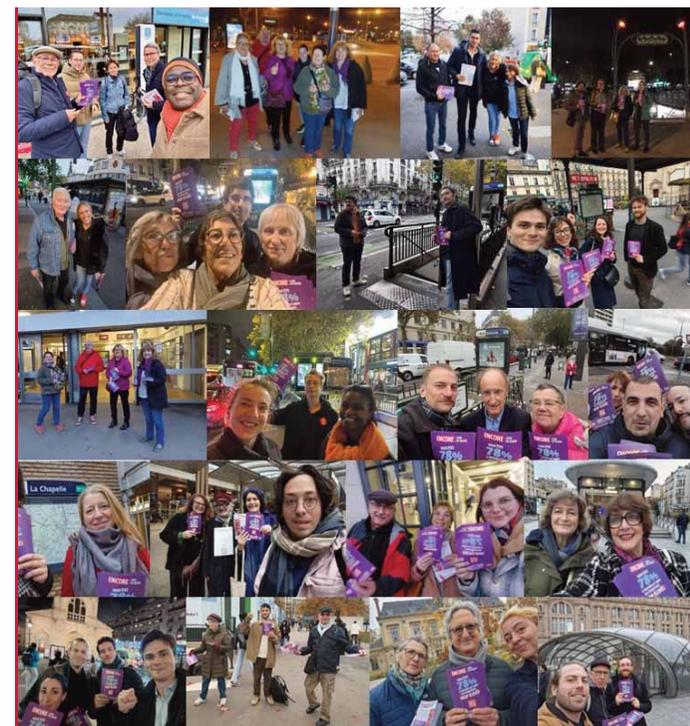
Depuis 3 ans, le collectif Stop galère !, à l'initiative des communistes et co-animé par les groupes régionaux de gauche et les unions régionales de la CGT et de la FSU, sillonne la région. Des centaines de milliers d'usagers ont été informés. 24 réunions publiques se sont tenues. La pétition a recueilli 80 000 signatures. 250 maires, parlementaires, conseiller-es régionaux et départementaux soutiennent ce collectif et ses revendications.

Le réseau de transport est ce qui donne corps à l'Île-de-France. Dès qu'il tousse, ce sont des centaines de milliers de vies qui sont rendues plus difficiles. Depuis 10 ans que Valérie Pécresse est à la tête de la région, elle démantèle, avec un empressément tout idéologique, le service public des transports. Pour les 100 000 agents des transports, leurs conditions de travail se sont détériorées. Les chauffeurs et les agents de la maintenance des bus sont jetés dans les remous de la mise en concurrence des salariés. Cela se traduit par des baisses de salaires et des conditions de travail dégradées avec des cadences infernales et intenable. Pour-

tant la privatisation des bus n'est pas une obligation européenne contrairement à ce que répandent ses partisans. Il est possible de faire autrement dans le cadre législatif actuel avec une régie régionale publique. Cette solution a été repoussée, sans surprise, par la droite qui a refusé de l'étudier.

Alors que nous avons réussi par notre mobilisation à décaler et à étaler la vente à la découpe du réseau historique des bus de la RATP, la bascule des 13 lots à 13 opérateurs privés différents a commencé le 1er novembre dernier et s'achèvera au 1er novembre 2026. Les dysfonctionnements connus dans les bus de grande couronne (dégradation et externalisation de la maintenance, multiplication des bus fantômes, temps d'attente démentés, casse des salaires et des conditions de travail des agents...) vont s'étendre à la petite couronne et à Paris.

Notre bataille politique contre la privatisation entre dans une nouvelle étape. Nous savions qu'elle serait une bataille au long cours. Elle doit dorénavant se déployer plus encore contre la privatisation du ferré dont le calendrier et le périmètre de découpe ont été rendus publics. Elle doit démontrer que c'est réversible concernant les bus avec l'alternative d'une régie publique. Tous nos arguments (aberration économique, coût exorbitant de la privatisation, hausse des tarifs pour la financer, chaos



organisationnel, privatisation de la sécurité dans les transports...) ont pesé. 77 % des Franciliens sont opposés à la privatisation de leurs transports en commun.

C'est ce front agents-usagers qu'il nous faut faire grandir pour transformer les prochaines élections régionales en référendum contre la privatisation. ✪

Céline Malaisé
membre du CN

Souscription nationale

Appel aux camarades vétéran·tes

Le Bureau national de l'Amicale des vétérans a décidé de s'associer à l'appel à souscription lancé par notre secrétaire national et le trésorier du Parti : nous appelons nos camarades vétérans à y répondre. Et merci aux directions des

fédérations et des sections d'aider à faire parvenir cet appel à toutes celles et tous ceux à qui il s'adresse.

Aux raisons habituelles de nos besoins de souscription, qui participent au financement original du Parti, avec les cotisations et le reversement des indemnités des élu·es, s'ajoute le fait particulièrement scandaleux que constitue la réduction de 70 000 € de l'aide publique due au Parti, pour cause d'excès de féminisme : nous voilà punis pour avoir présenté plus de candidates que de candidats aux législatives de 2024 !!

Cet argent, le Parti en a besoin pour jouer son rôle politique, porter sa parole révolutionnaire originale, faire vivre ses propositions transformatrices, nourrir la construction d'un rassemblement populaire agissant.

Cet argent, le Parti en a besoin pour résister et contre-attaquer avec nos idées communistes, avec des initiatives d'action, face aux idées et aux

actes pro-capital de la droite et de l'extrême droite. Cet argent, le Parti en a besoin pour aborder les élections prochaines, défendre et renforcer ses positions.

Cet argent, ce sont aussi les moyens dont le Parti a besoin pour s'organiser, augmenter ses forces et son implantation dans tout le pays.

Camarades vétéran·tes, répondons présents ! ✪

Pour le Bureau national de l'Amicale des vétérans

Nicolas Marchand

NB. Les versements effectués par chèque (à l'ordre de « ANF PCF », envoyés à ANF-PCF, 2 place du Colonel-Fabien, 75167 Paris cedex 19), par carte bancaire ou virement (se connecter sur <https://souscription.pcf.fr>) donnent droit à une réduction d'impôt (66 % de la somme versée).



L'Assemblée maintient les exonérations dans l'apprentissage : reculer pour mieux sauter ?

Les députés ont rejeté la fin des exonérations de cotisations pour les apprentis prévue dans le PLFSS 2025. Une décision qui évite la baisse des salaires nets, mais prolonge un modèle de formation largement subventionné par l'argent public.

Aveu d'échec du gouvernement

Le modèle de l'apprentissage s'est développé depuis 2018 grâce à des subventions massives versées aux entreprises, sous la forme d'exonérations de cotisations sociales. Autrement dit, les salaires des apprentis sont financés par de l'argent public afin d'offrir au patronat une main-d'œuvre à faible coût.

Dans un contexte d'économies budgétaires, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) 2025 prévoyait la suppression de ces exonérations, sans compenser les fortes baisses de salaires nets qu'auraient subies les apprentis.

« Un modèle pensé pour le patronat et perfusé à l'argent public », a dénoncé dans l'Hémicycle Édouard Bénard, député communiste.

Le Mouvement jeunes communistes de France (MJCF) a également critiqué ce choix, y voyant un manque d'ambition du gouvernement en matière de formation professionnelle.

Rejet quasi unanime des députés

Le maintien du dispositif d'exonération évite une baisse du pouvoir d'achat des apprentis, mais per-



pétue un système d'apprentissage reposant sur la dépense publique.

Mais le voyage n'est pas fini. Le texte doit encore faire un aller-retour avec le Sénat avant une éventuelle adoption définitive à l'Assemblée nationale. ⚡

Tom Landry

rédacteur en chef de l'Avant-Garde



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

L'affrontement des États-Unis contre la Chine : Trump perd la première manche

La rencontre entre Donald Trump et Xi Jinping le 30 octobre dernier fut suivie de deux décisions importantes : la levée par la Chine de l'interdiction d'exportation de métaux rares vers les États-Unis et de surtaxes sur des produits américains et la décision de Trump d'abaisser de 20 % à 10 % la surtaxe douanière frappant les produits chinois. Ces mesures sont prises pour une durée d'un an.

Il s'agit d'un échec de Trump un an après son arrivée à la Maison-Blanche sur ce qui demeure le principal front de la réorientation de l'impérialisme étatsunien : concentrer ses efforts contre la Chine alors que cette dernière pourrait devenir officiellement la première puissance économique mondiale d'ici 2030 (en parité de pouvoir d'achat, la Chine est la première puissance mondiale depuis 2014).

L'organe central du libéralisme, *The Economist*, conscient de la réalité de la recomposition des rapports de force internationaux, note, le 25 octobre dernier : « La Chine est en train de gagner la guerre commerciale ». La réponse chinoise aux menaces proférées par Trump en avril de porter les droits de douane à 100 % en date du 1^{er} novembre ne s'est pas fait attendre. Elle a restreint les exportations de

7 éléments de terres rares, nécessaires pour les composants électroniques et l'industrie automobile, puis instaurer, le 9 octobre dernier, une licence d'exportation. En réponse, un accord fut signé entre les USA et l'Australie le 20 octobre avec pour objectif de diminuer la dépendance étatsunienne envers les terres rares chinoises mais il faudra plusieurs années pour prendre réellement effet.

Parallèlement, l'offensive globale de l'impérialisme US sur les droits de douane, en s'en prenant à tout le monde, le met lui-même en difficulté (exception faite de la capitulation de l'UE, qui compte désormais pour quantité négligeable dans la reposition des rapports de force mondiaux). La tournée sud-asiatique de Trump a été un échec. Aucun accord global a été signé. Il convient d'ailleurs d'apporter notre solidarité à nos camarades du PC vietnamien qui ouvrent les travaux préparatoires au 14^e congrès sous le signe de l' « autonomie stratégique », c'est-à-dire sur la volonté de ne se laisser emporter dans aucun bloc et de viser à l'autosuffisance.

Alors, pour Washington, échec tactique ou échec stratégique ? Il est bon de rappeler la définition de



ces termes dans le sens léniniste de ces termes. La stratégie couvre un système combiné d'actions qui, dans leur liaison et leur succession, comme dans leur développement, doivent amener à la réalisation d'un objectif, ici la reconstruction d'un impérialisme US menacé et contesté. La tactique est l'ensemble des moyens et des méthodes pour y parvenir, ici la guerre commerciale et industrielle. Ce n'est en réalité que la première manche qui s'achève, en attendant l'ouverture de la deuxième.

La stratégie étatsunienne reste inchangée. La dernière édition de la stratégie nationale US dit : « *La Chine est le "défi structurant" (pacing challenge) : seule puissance à disposer à la fois de la volonté et des moyens (économiques, militaires, diplomatiques et technologiques) de contester la supériorité américaine, et de remodeler l'ordre international à son avantage. C'est désormais cet étalon qui constitue la mesure de la stratégie de défense, des structures de forces, des déploiements opérationnels des États-Unis.* »

Du point de vue de Pékin, une pause est également bienvenue. Si la Chine a fait la démonstration qu'elle est prête à répondre là où cela fait mal aux attaques de Washington, elle doit également apporter des réponses aux importants déséquilibres internes du pays. C'est l'objet du 15^e plan quinquennal qui a été débattu lors du 4^e plénum du Comité central et qui sera adopté lors de la prochaine session de l'Assemblée nationale populaire. Il a pour objectif d'inciter à la consommation des ménages (elle ne représente que 40 % du PIB aujourd'hui, contre 70 % aux États-Unis et 55 % en Europe). Le gouvernement a par ailleurs annoncé une allocation inédite de 3 600 yuans (433 euros) par an et par enfant jusqu'à ses trois ans, pour résoudre le problème démographique. La manière dont ces déséquilibres et contradictions internes (pour un pays d'1,4 milliard d'habitants) vont pouvoir être résolus dans les prochaines années diront beaucoup des prochaines étapes du développement chinois et de leur nature.

Que retenir de cette séquence ?

Tout d'abord, le système Trump n'est pas un rouleau compresseur. Il rencontre d'importantes

contractions et des résistances qui le force à passer des compromis tactiques.

Ensuite, face à lui, il n'y a pas un autre pôle structuré. Nous ne sommes plus dans un monde bipolaire. D'ailleurs, la Chine ne prétend nullement structurer un bloc : elle est en train de redimensionner et de revoir les modalités de la BRI (« nouvelles routes de la soie ») pour répondre à une partie des critiques qu'adressent les pays qui bénéficient de ce type d'investissement.

Enfin, cette pause est, par définition, provisoire. Les recompositions du capitalisme mondial, qui échappent en partie à l'emprise des États-Unis, amènent l'émergence d'un sud global qui, avec ses contradictions, met en avant non pas l'idée d'un bloc alternatif, mais celle du multilatéralisme. Là est le grand enjeu international de ces prochaines décennies. Est-ce que c'est une spirale de blocs, ou bien une dynamique multilatérale, qui va l'emporter ? Pour le PCF, une politique de paix implique une rupture avec la logique de blocs, qui est une logique de guerre, et une politique fondée sur le multilatéralisme et le respect du droit international. 🌍

Vincent Boulet

membre du CEN, chargé de l'international



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei (directeur), Amado Lebaube, Léna Mons, Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.

RÉDACTION: Gérard Streiff / Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info

(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »



FABIEN ROUSSEL
LE PARTI PRIS DU TRAVAIL

Fabien Roussel
Secrétaire national du PCF



À retrouver dès maintenant en librairie ou sur boutique.pcf.fr